

Commune d'Hendaye  
(Pyrénées-Atlantiques)

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
COMPORTANT DES DÉMOLITIONS  
ET AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN  
IMMEUBLE RECEVANT DU PUBLIC  
(Sécurité / Accessibilité)  
PRONONCÉ PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

DESCRIPTION DE LA DEMANDE	Référence dossier
<b>Demande déposée le 24/04/2023</b>	<b>N° PC06426023B0007 AT 06426023B0018</b>
Par : <b>AP-HP HOPITAL MARIN</b> <b>Représenté par Mme BART Delphine</b> Demeurant à : Route de la Corniche 64700 Hendaye Pour : Le projet consiste en la rénovation et l'extension des Ailes Camino & Adamski de l'Hôpital Marin d'Hendaye. Sur un terrain sis à : <b>Route de la Corniche</b> Parcelle(s) : AS 0007	<b>Surface de plancher autorisée : 1441 m²</b>  <b>Destination : Service public ou d'intérêt collectif</b>

LE MAIRE D'HENDAYE,

Vu la demande de permis de construire susvisée,  
Vu le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L421-1 et suivants, R-421-1 et suivants,  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 27 /07/2010 ayant fait l'objet d'une révision générale approuvée le 22/02/2020, d'une modification simplifiée N°1 approuvée le 21/05/2022 et d'une modification simplifiée N°2 approuvée le 13/05/2023,  
Vu le règlement de la zone UHp,  
**Vu** les servitudes liées au projet : Site inscrit - SITE DU LITTORAL SI 16/6/1972  
**Vu** la consultation de de l'Architecte des Bâtiments de France en date du 26/04/2023 et de l'avis favorable tacite en date du 26/06/2023 en l'absence d'observations ou recommandations particulières de l'ABF à l'issue du délai de 2 mois.  
**Vu** l'avis formulé par la Communauté d'agglomération Pays Basque, Pôle Territorial Sud Pays Basque, Service Eau - Assainissement dans son rapport du 15/05/2023,  
**Vu** l'avis formulé le 08/06/2023, par la CCDSA -Direction Départementale des Territoires et de la Mer, Service Réglementation de la construction et Immobilier de l'Etat : Avis favorable assorti de prescriptions et recommandations.  
**Vu** l'avis de la sous-commission départementale de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public et les immeubles de grande hauteur - Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 20/06/2023 pour l'établissement classé ERP type U,L et N 4e catégorie avec demande de dérogation, comportant des prescriptions à observer en complément ou en rappel de celles proposées dans la notice de sécurité jointe au dossier.  
**Considérant** que le projet consiste en la rénovation et l'extension des Ailes Camino & Adamski de l'Hôpital Marin d'Hendaye, principalement sur le fait de changer la méthode d'hébergement des patients, l'extension au Nord vient fermer le patio central et les deux autres au Sud occupent deux dents creuses du bâtiment existant.

# ARRÊTE

**ARTICLE 1er : LE PERMIS DE CONSTRUIRE COMPORTANT DES DÉMOLITIONS EST ACCORDÉ**  
pour le projet décrit dans la demande susvisée, sous réserve du respect des prescriptions formulées par les services consultés contenues dans les annexes au présent arrêté, et des dispositions figurant aux articles ci-après.

**L'AUTORISATION DE TRAVAUX DANS UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC EST DELIVREE**

## **ARTICLE 2 : DISPOSITIONS RELATIVES A L'ACCESSIBILITÉ**

Les prescriptions émises par la Sous Commission Départementale d'Accessibilité devront être strictement respectées.

## **ARTICLE 3 : DISPOSITIONS RELATIVES A LA SÉCURITÉ**

Les prescriptions émises par la Sous commission Départementale de sécurité du Service Départemental d'Incendie et de secours devront être strictement respectées.

## **ARTICLE 5 : DISPOSITIONS TECHNIQUES**

### **- Engins de levage**

Dans le cas où l'utilisation d'un engin de levage serait nécessaire à la réalisation des travaux, l'entreprise devra soumettre au moins 3 semaines avant tout démarrage des travaux, un dossier d'implantation de grue au guichet DGAC à [snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr](mailto:snia-ds-bordeaux-bf@aviation-civile.gouv.fr)

## **ARTICLE 6 : DISPOSITIONS FINANCIERES**

La réalisation du projet donnera lieu au versement des contributions suivantes :

- Taxe d'Aménagement
- Redevance Archéologie Préventive

**Commune d'Hendaye, le 11/07/2023**



Maire Adjointe en charge de l'Urbanisme,  
des Travaux, des Aménagements urbains,  
des Zones d'activités et des Nouvelles  
Mobilités,

Chantal KEHRIG-COTTENÇON

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au Préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales. Le Maire ou le Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.

- Si votre projet est situé dans un site inscrit, vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration du délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en Mairie.

- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive, alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du Code Général des Collectivités Territoriales.

## INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

- **COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE** : les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est acquise et exécutoire. Copie de la présente lettre doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier.

L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisée ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la Mairie où le dossier peut être consulté.

L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

Cet affichage n'est pas obligatoire pour les déclarations préalables portant sur une coupe ou un abattage d'arbres situés en dehors des secteurs urbanisés.

- **DURÉE DE VALIDITÉ** : Lorsque l'autorisation porte sur une opération comportant des travaux, la décision est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification ou de la date à laquelle la décision tacite est intervenue. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année (Cf. Art. R.424-17 du C.U.).

Lorsque l'autorisation porte sur un changement de destination ou sur une division de terrain sans travaux, la décision devient caduque si ces opérations n'ont pas lieu dans le délai de 3 ans défini ci-avant (Cf. Art. R.424-18 du C.U.). Le bénéficiaire peut demander la prorogation de la décision, pour une année, 2 mois au moins avant l'expiration du délai de validité (Cf. Art. R.424-21 et suivants du C.U.) si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger.

Votre demande en double exemplaire doit être :

- soit adressée au Maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- soit déposée contre décharge à la Mairie.

- **DROITS DES TIERS** : Une autorisation est acquise sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

- **OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES** FHWX DVVXUDQFH GRWYWH VRXVFUWH SDU D SHUVRQQH SK\VTXH RX  
P RUDQH GRQW D UHVSROVDLQW GpFHQQDQH SHXW rWH HQJDJPH VXU GH IRQGHP HQW GH D SUpVRF SWRQ pWDEGH SDU GHV DUMRQHV HW VXIDQW GX &RGH  
FYID GDQV GHV FRQGMRQV SUpYXHV SDU GHV DUMRQHV / HW VXIDQW GX &RGH GHV DVVXUDQFHV

**DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS** : Si vous entendez contester la présente décision, vous pouvez saisir le Tribunal Administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le Ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivants la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le Tribunal Administratif compétent. le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Outre l'envoi sur papier de la requête ou le dépôt sur place au Tribunal, il est possible de saisir le Tribunal Administratif de Pau par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Le pétitionnaire est informé que :

• l'autorisation d'urbanisme est toujours délivrée sous réserve du Droit des Tiers. Le pétitionnaire devra donc notamment s'assurer du respect des obligations de droit privé (Accord de copropriété, Code civil, Code de la Construction et de l'Habitation, dispositions contractuelles, Cahier des charges de lotissement, Servitudes, etc...)

• toute indication inexacte du demandeur visant à induire en erreur le Service Instructeur pour l'obtention de l'autorisation l'expose à la possibilité d'un RETRAIT SANS CONDITION DE DELAI de l'autorisation d'urbanisme délivrée.